

MIGRANTS PERDUS EN MER

Ce sont nos enfants

par Aminata D. Traoré, septembre 2015

Lettre à Yayi Bayam Diouf, ma sœur

Deux cents de tes concitoyens et presque autant des miens figurent parmi les huit cents morts du naufrage du 18 avril 2015 au large de la Sicile. Nombreux sont ceux dont on ne parle déjà plus, ceux dont on ne parlera jamais, enfouis dans ces fosses communes que sont devenus le désert du Sahara et la Méditerranée.

Ton fils unique (1) est un jour parti pour l'Europe avec quatre-vingt-neuf autres jeunes de Thiaroye (Sénégal) à bord d'une embarcation que la mer a engloutie. Nous nous sommes rencontrées parce que, dans mon pays, d'autres mères de migrants disparus qui ne veulent ni oublier ni baisser les bras m'ont interpellée : « *Nous n'avons pas revu nos enfants ni vivants ni morts. La mer les a tués. Pourquoi?* » Elles ne savaient rien non plus de cette mer tueuse, notre pays le Mali étant enclavé.

Je me souviendrai toujours, courageuse Yayi, de ce profond moment de recueillement, de communion et de partage qu'aura été le « cercle de silence » que nous avons organisé ensemble lors du Forum social mondial (FSM) de Dakar en février 2011.

Nous espérions que nos prises de parole, nos mobilisations ainsi que nos initiatives de femmes à la base, dans nos villages et nos quartiers, auraient contribué de manière significative à conjurer ce sort que la mondialisation néolibérale inflige à tant et tant d'humains de par le monde. Des milliers de kilomètres de murs sont en train d'être érigés pour séparer les peuples en les dressant les uns contre les autres, alors qu'ils seraient capables d'empathie, de fraternité et de solidarité véritables s'ils se savaient broyés par le même rouleau compresseur. Mais aux blessés européens du capitalisme mondialisé et financiarisé, ceux qui jouent sur les peurs laissent entendre que l'Afrique a été aidée en vain. Le paysage politique européen en est aujourd'hui transformé. Les extrêmes droites qui s'enracinent dans ce terreau progressent et défient les autres formations. Les droites et, comble de l'horreur, une partie de la gauche qui ne veut pas se laisser distancer dans la surenchère sur la « protection » des Européens contre les « barbares » occultent le pillage des richesses du continent, les ingérences et les guerres de convoitise.

Ce sera de l'« humanité » pour les migrants éligibles à la loi sur l'asile, et de la « fermeté » pour les migrants dits économiques. Ils sont majoritairement subsahariens et noirs. « *L'Europe est-elle capable d'écouter?* », demandons-nous,

l'écrivaine Nathalie M'Dela-Mounier et moi, dans « Le monologue européen (2) ». Pour l'heure, nous en doutons.

Nous vivons, chère Yayi, un grand moment de dévoilement de la nature et des dessous de ce puissant voisin à travers sa gestion de la question migratoire et de la crise de la dette grecque. Ce tournant offre une occasion historique de comprendre l'Europe telle qu'elle est devenue, et non pas telle qu'elle voulait se donner à voir, en cette année 2015 qu'elle a proclamée Année européenne du développement — ce qui aurait pu être une opération de communication de plus visant à soigner son image de plus grand contributeur à l'aide au développement. De nombreux citoyens européens ne reconnaissent pas le projet des pères fondateurs dans le bras de fer qui l'a opposée au peuple et au gouvernement démocratiquement élu de la Grèce jusqu'à ce que ceux-ci cèdent. Elle persiste ainsi dans l'« horreur économique ». Comme dans ce pays, au Mali, au Sénégal et ailleurs en Afrique, le « courage des réformes douloureuses » consiste, pour les dirigeants démocratiquement élus, à imposer à leurs peuples des mesures assassines, au nom d'une dette extérieure contractée à leur insu pour des dépenses non conformes, la plupart du temps, à leurs besoins prioritaires. Je te suis reconnaissante, ainsi qu'à Demba Moussa Dembélé (3), d'être venue en débattre avec nous à Bamako lors de la journée de réflexion du 11 juillet 2015, que le Forum pour un autre Mali (Foram) a consacrée à la question suivante : « La justice, la paix et la sécurité humaine font-elles bon ménage avec la dictature des créanciers ? » « *Assurément pas !* », avons-nous conclu après avoir rapidement passé en revue les conséquences de l'arrimage du franc CFA à l'euro, des accords commerciaux (Union européenne - pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique [ACP]), des accords de partenariat économique, des accords migratoires et des accords militaires imposés à nos pays.

L'opacité étant la principale caractéristique des accords signés par nos pays, le recours du premier ministre grec Alexis Tsipras à l'arbitrage de son peuple face à l'intransigeance des créanciers ne pouvait pas passer inaperçu sous nos cieux.

« Fermeté » est le maître mot de l'Union européenne tant dans sa gestion de la crise grecque que dans celle des flux migratoires en Méditerranée. Combien de Grecs ont-ils pris le large ces six derniers mois, et combien seront-ils à émigrer dans les mois à venir ? A quelles formes de violence faut-il s'attendre dans ce pays dont la jeunesse, contrairement à une partie de celle de la France, de la Belgique et du Royaume-Uni, n'est pas attirée par le djihadisme ? Pourquoi ceux qui prétendent lutter contre ce dernier phénomène ne se disent-ils pas que des projets migratoires avortés peuvent pousser les jeunes à se radicaliser ? Je me pose cette question, Yayi, à propos du nord de mon pays, où ceux qui n'ont plus la possibilité d'aller travailler en Libye sont parfois devenus passeurs, djihadistes ou narcotrafiquants.

Du sommet extraordinaire du 23 avril 2015 à Bruxelles, nous n'attendions pas de miracle. Mais nous avons davantage de raisons de nous inquiéter maintenant, en raison de l'option militaire qui a été privilégiée. Inefficace et, surtout, dangereuse pour les migrants sera l'opération « Navfor Med » lancée par l'Union européenne. Il s'agit d'une opération de surveillance des côtes européennes par les patrouilles et le renseignement — faute d'accord du Conseil de sécurité des Nations unies pour la destruction des embarcations des passeurs. Selon la chef de la diplomatie européenne, Mme Federica Mogherini, « *les cibles ne sont pas les migrants, mais ceux qui gagnent de l'argent sur leur vie et, trop souvent, sur leur mort* » (22 juin 2015).

Comme pour lui répondre, Diawori Coulibaly de Didiéni, qui a elle aussi perdu un fils dans un naufrage, dit ceci : « *Faites en sorte que nos enfants puissent travailler et vivre dignement ici.* » Que dis-tu d'autre toi-même, Yayi, lorsque tu rends compte du bouleversement, de fond en comble, de la vie des communautés de pêcheurs du fait du pillage des eaux poissonneuses du Sénégal ? Par le passé, il suffisait, fais-tu remarquer, d'aller à cent mètres des côtes pour accéder au poisson qui vous garantissait l'alimentation et le revenu dans la dignité. A présent, des « accords de pêche » déséquilibrés et injustes permettent à des bateaux-usines de séjourner des mois durant au nez et à la barbe des pêcheurs pour se servir et mettre le poisson en boîtes avant de lever l'ancre (4).

Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que des pêcheurs appauvris et désemparés, comme des paysans sans terre et des commerçants ruinés par les produits subventionnés qui inondent nos marchés, ou des migrants humiliés, deviennent des passeurs ? L'offre de ces derniers répond par ailleurs à une demande incompressible, demande pour un départ qui a tout d'une fuite, dans l'espoir de revenir plus tard et de vivre mieux parmi et avec les siens. Mais tout est verrouillé, Yayi, comme tu le rappelles : des navires, des hélicoptères et des avions survolent les côtes pour que ceux qui n'ont plus les moyens de gagner leur vie chez eux ne puissent pas non plus émigrer. Aux injustices et aux frustrations engendrées par ces accords de pêche s'ajoutent l'assignation à résidence et l'humiliation liées à des accords migratoires injustes et déshumanisants.

A l'issue de notre journée de réflexion, l'un des jeunes participants s'est adressé à toi en ces termes : « *Chère maman Yayi, je suis moi aussi fils unique. Sèche tes larmes. La mer t'a enlevé un fils ; dis-toi que nous sommes tous tes enfants.* » J'en ai l'intime conviction, chère sœur. C'est pour cette raison que, avec le Centre Amadou Hampâté Bâ de Bamako et le Forum, nous avons décidé de promouvoir la notion de « mère sociale ». Aux valeurs guerrières du capitalisme mondialisé et financiarisé, opposons des valeurs pacifistes et humanistes. Les figures féminines — mère, tante, sœur aînée — qui les incarnent jouent souvent un rôle central dans la préservation de la cohésion sociale et de la solidarité. Le Mali a cruellement

besoin de ce socle culturel qui constitue une force intérieure de changement et de progrès.

L'Université citoyenne que nous sommes convenus de créer au dernier FSM de Tunis, en mars 2015, nous offrira le cadre de cette éducation citoyenne. Selon Susan George, « *la connaissance est toujours un antidote à la manipulation et au sentiment d'impuissance. Sans elle, on ne peut rien faire. Elle n'est pas une fin en soi, mais bien un préliminaire à l'action (5)* ». C'est aussi ce que nous pensons, ce que nous disons et ce qui donne sens à notre engagement et à notre combat.

Aminata D. Traoré

Ancienne ministre de la culture du Mali. Auteure notamment de *L'Afrique humiliée*, Fayard, coll. « Pluriel », Paris, 2011